

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Transition : Séraphin Moundounga disposé à servir le CTRI

L'ANCIEN membre du gouvernement l'a indiqué au terme de l'audience que lui a accordée le chef de l'État, hier, au palais de la présidence de la République.

Juste **KOMBILE MOUSSAVOU**
Libreville/Gabon

Le président de la Transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, s'est entretenu hier, au palais du bord de mer, avec l'ancien membre du gouvernement Séraphin Moundounga.

Rentré au bercail le 11 octobre dernier après sept longues années d'un exil forcé, ce dernier a exprimé au numéro un gabonais toute sa gratitude et ses plus vives félicitations pour l'acte salvateur et courageux posé par les Forces de défense et de sécurité (FDS) regroupées au sein du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), le 30 août dernier.

Un événement sur lequel le chef de l'État s'est appesanti en édifiant son hôte sur les mobiles ayant conduit les FDS à prendre

effectivement le pouvoir, tout en lui exposant les contours du processus en cours. Lequel, a-t-il fait valoir, devrait déboucher à terme sur la mise en place d'institutions fortes, crédibles, solides et consensuelles. Le tout, sur fond de refonte tous azimuts des textes régissant le fonctionnement de notre Nation.

Une démarche inclusive qui, a-t-il précisé, devrait se matérialiser par l'organisation d'un Dialogue national avec à la clé la réécriture de la Constitution, un texte devant être soumis à l'approbation du peuple.

Dans tous les cas, cet entretien, qui s'inscrit dans le cadre des concertations que le président de la Transition a entamées avec l'ensemble des forces vives de la Nation au lendemain de la prise effective du pouvoir par le CTRI, s'est avéré, à tout point de vue, enrichissant aux yeux de l'ancien



Poignée de main entre le président de la Transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, et l'ancien membre du gouvernement, Séraphin Moundounga.

garde des Sceaux sous le président déchu. Séraphin Moundounga s'est dit

disposé à apporter sa contribution au bon déroulement de la Transition en vue d'asseoir notre

pays sur des bases démocratiques et à recoudre notre tissu social fortement altéré par l'ancien régime.

Le président Oligui Nguema attendu à Sao Tomé et Malabo aujourd'hui

Yannick Franz **IGOHO**
Malabo/Guinée-équatoriale

Après Sao Tomé et Príncipe où il est attendu, ce jour, dans la cadre de son périple dans la sous région, le président de la Transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema se rendra aussi, en Guinée équatoriale, plus plus d'un mois après sa première visite dans ce pays.

Le chef de l'Etat gabonais rencontrera demain (jeudi) son hôte, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo. Sans nul doute pour poursuivre les échanges que les deux hommes d'Etat avaient eus lors de leur première entrevue

autour des questions relatives à la Transition au Gabon. La figure de proue du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) devra réaffirmer son intention d'organiser des élections démocratiques, transparentes et crédibles au terme de cette période d'exception. Et par la même occasion solliciter du "patriarce" de la Nation frontalière son implication relative à la levée des sanctions infligées au Gabon depuis l'arrivée au pouvoir du CTRI, le 30 août dernier. Contrairement à sa première visite, l'actuel premier magistrat gabonais (sauf changement) ne devrait pas s'entretenir avec la diaspora en Guinée Equatoriale.

Dissolution du Haut-commissariat de la République

A.M.
Libreville/Gabon

BIEN que maintenu au lendemain du coup d'État du 30 août dernier, le Haut-commissariat de la République (HCR) n'aura pas longtemps résisté à la volonté de changement manifestée par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI). Dans un communiqué rendu public lundi dernier, le CTRI, par la voix de son porte-parole, Ulrich Manfoumbi Manfoumbi, a, en effet, annoncé la dissolution du HCR dont Michel Essonghe était le président. Mis en place en mars 2022, cette structure administrative que composaient un patchwork de personnalités politiques de premier plan dont les plus emblématiques furent : Michel Essonghe (son président), Jean Eyéghé Ndong (ancien Premier ministre), Flavien Nzengui Nzoundou (l'actuel ministre des Travaux publics), Léon Nzouba (ancien ministre), Eric Dodo Bouguendza (ancien SG du



Pour le CTRI, et en raison des difficultés financières que traverse le pays, l'existence du HCR n'était plus nécessaire.

PDG au pouvoir à l'époque) et Zéphirin Rayita.

Voulu par l'ancien chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, le HCR était, avant sa dissolution, une structure administrative éminemment politique dont le rôle consistait à assister le chef de l'État dans l'évaluation, le suivi et la mise en œuvre de son action politique. La mise en place de cet organe directement rattaché à la présidence de la République, n'avait pas forcément été bien accueilli à l'époque par de nombreux compatriotes, d'autant que, pour eux, le rôle à lui dévolu était quasi identique à celui du gouvernement puisqu'il

s'agissait de suivre, d'observer et de servir de relais à l'action du chef de l'État. Ce que faisait déjà d'une certaine façon le gouvernement.

Donc, pour une certaine opinion, cette entité administrative ressemblait davantage à une nébuleuse, n'avait pas lieu d'exister surtout dans un contexte financier aussi difficile que celui que connaît notre pays.

Au final, le chef de l'État et le CTRI ont décidé, dans l'optique d'alléger les finances publiques, de mettre fin aux activités du HCR. Et dans la foulée, la Médiature nationale a été réduite à sa portion congrue.